

## **DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS**

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés ci-joints pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 et de toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction du Service correctionnel du Canada (SCC). Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction selon les conventions comptables du gouvernement du Canada, qui sont fondées sur les normes comptables du secteur public du Canada.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans ces états financiers consolidés. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du SCC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport ministériel sur le résultat* du SCC concordent avec ces états financiers consolidés.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du SCC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation axée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2020 a été réalisée conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et les résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne du SCC sont examinés par le personnel de l'audit interne, qui fait des vérifications périodiques de différents secteurs des activités du SCC, ainsi que par le comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction au regard du maintien de systèmes de contrôle adéquats et de la qualité des rapports financiers, et qui recommande les états financiers consolidés au Commissaire.

Les états financiers consolidés du SCC n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par \_\_\_\_\_  
Anne Kelly,  
Commissaire

Original signé par \_\_\_\_\_  
Tony Matson,  
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada  
Le 9 octobre 2020

## ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audité)

En date du 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer ( <a href="#">note 4</a> )	735 687	425 221
Indemnités de vacances et congés compensatoires	74 341	61 942
Avantages sociaux futurs ( <a href="#">note 5</a> )	58 919	62 951
Fonds de fiducie des détenus ( <a href="#">note 6</a> )	17 500	17 732
Passif environnemental ( <a href="#">note 7</a> )	2 649	3 211
Revenus reportés ( <a href="#">note 8</a> )	251	637
<i>Total des passifs nets</i>	<b>889 347</b>	<b>571 694</b>
<b>Actifs</b>		
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	291 240	288 227
Débiteurs, avances et prêts ( <a href="#">note 9</a> )	111 107	92 368
Stocks destinés à la revente ( <a href="#">note 10</a> )	19 092	14 676
<i>Total des actifs financiers bruts</i>	<b>421 439</b>	<b>395 271</b>
<b>Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>		
Débiteurs, avances et prêts ( <a href="#">note 9</a> )	(929)	(711)
<i>Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</i>	<b>(929)</b>	<b>(711)</b>
<i>Total des actifs financiers nets</i>	<b>420 510</b>	<b>394 560</b>
<b>Dette nette de l'organisation</b>	<b>468 837</b>	<b>177 134</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Stocks non destinés à la revente ( <a href="#">note 10</a> )	40 576	38 089
Immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	2 325 426	2 327 269
<i>Total des actifs non financiers</i>	<b>2 366 002</b>	<b>2 365 358</b>
<b>Situation financière nette de l'organisation</b>	<b>1 897 165</b>	<b>2 188 224</b>

Obligations contractuelles ([note 12](#))Passifs et actifs éventuels ([note 13](#))

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Original signé par \_\_\_\_\_

Anne Kelly,  
Commissaire

Original signé par \_\_\_\_\_

Tony Matson,  
Dirigeant principal des financesOttawa, Canada  
Le 9 octobre 2020

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE NETTE  
DE L'ORGANISATION (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2020	2019
	Résultats prévus		
<b>Charges</b>			
Prise en charge et garde	1 628 674	2 034 506	1 649 156
Interventions correctionnelles	530 480	558 402	535 178
Surveillance dans la collectivité	172 936	179 864	169 777
Services internes	316 180	367 909	337 238
Charges engagées pour le compte du gouvernement	-	(167)	(116)
<i>Total des charges</i>	2 648 270	3 140 514	2 691 233
<b>Revenus</b>			
Ventes de biens et de services	65 794	52 027	58 094
Revenus divers	3 640	4 297	5 181
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(3 640)	(4 297)	(5 181)
<i>Total des revenus</i>	65 794	52 027	58 094
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>2 582 476</b>	<b>3 088 487</b>	<b>2 633 139</b>
<b>Financement du gouvernement et transferts</b>			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		2 628 932	2 691 963
Variation des montants à recevoir du Trésor		3 013	(114 327)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères ( <a href="#">note 14a</a> )		165 464	149 187
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages		(1)	(5)
Transfert d'immobilisations corporelles (aux) autres ministères ( <a href="#">note 14c</a> )		(1)	-
Autres transferts d'actifs et de passifs provenant d'autres ministères ( <a href="#">note 14c</a> )		21	47
Total Financement du gouvernement et transferts		2 797 428	2 726 865
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>		<b>291 059</b>	<b>(93 726)</b>
<b>Situation financière nette de l'organisation – début de l'exercice</b>		<b>2 188 224</b>	2 094 498
<b>Situation financière nette de l'organisation – fin de l'exercice</b>		<b>1 897 165</b>	2 188 224

 Information sectorielle ([note 15](#))

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE  
L'ORGANISATION (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>291 059</b>	<b>(93 726)</b>
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	167 468	231 599
Amortissement des immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	(125 833)	(120 562)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(1 103)	(1 629)
Gain sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	336	610
Ajustement aux immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	(42 710)	(638)
Transfert à d'autres ministères ( <a href="#">note 14c</a> )	(1)	-
<i>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</i>	<b>(1 843)</b>	<b>109 380</b>
<b>Variation due aux stocks non destinés à la revente</b>	<b>2 487</b>	<b>(3 440)</b>
<b>Variation due aux charges payées d'avance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Augmentation de la dette nette de l'organisation</b>	<b>291 703</b>	<b>12 214</b>
<b>Dette nette de l'organisation – début de l'exercice</b>	<b>177 134</b>	<b>164 920</b>
<b>Dette nette de l'organisation – fin de l'exercice</b>	<b>468 837</b>	<b>177 134</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars  
(en milliers de dollars)

	2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	<b>3 088 487</b>	2 633 139
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	<b>(125 833)</b>	(120 562)
Gain net sur l'aliénation des immobilisations corporelles	<b>336</b>	610
Ajustements aux immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	<b>(42 710)</b>	(638)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères ( <a href="#">note 14a</a> )	<b>(165 464)</b>	(149 187)
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	<b>1</b>	5
Variations de l'état consolidé de la situation financière		
(Augmentation) diminution des créiteurs et des charges à payer ( <a href="#">note 4</a> )	<b>(310 466)</b>	97 508
(Augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	<b>(12 399)</b>	(5 630)
Diminution des avantages sociaux futurs ( <a href="#">note 5</a> )	<b>4 032</b>	4 665
Diminution (augmentation) du Fonds de fiducie des détenus ( <a href="#">note 6</a> )	<b>232</b>	(433)
Diminution (augmentation) des passifs environnementaux ( <a href="#">note 7</a> )	<b>562</b>	(8)
Diminution des revenus reportés ( <a href="#">note 8</a> )	<b>386</b>	1 272
Augmentation des débiteurs, avances et prêts ( <a href="#">note 9</a> )	<b>18 521</b>	1 815
Augmentation (diminution) des stocks	<b>6 903</b>	(516)
Transfert d'actifs en provenance d'autre ministères ( <a href="#">note 14c</a> )	<b>(21)</b>	(47)
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<b>2 462 567</b>	<b>2 461 993</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	<b>167 468</b>	231 599
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	<b>(1 103)</b>	(1 629)
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>166 365</b>	<b>229 970</b>
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<b>2 628 932</b>	<b>2 691 963</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

## **1. Mandat et objectifs**

Le cadre constitutionnel et législatif qui guide le Service correctionnel du Canada (SCC) a été établi par l'*Acte constitutionnel de 1982* ainsi que par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC).

Le but du système correctionnel fédéral, comme le définit la loi, est de contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois (*Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, article 3).

Il s'acquitte de son mandat dans le cadre des responsabilités essentielles suivantes :

Prise en charge et garde : Le Service correctionnel du Canada (SCC) s'assure de la sécurité et du traitement humain des détenus, et répond à leurs besoins quotidiens, comme l'alimentation, les vêtements, le logement, les services de santé mentale et les soins de santé. Cela comprend aussi les mesures de sécurité en établissement, comme la répression des drogues, et les mesures de contrôle appropriées pour prévenir les incidents;

Interventions correctionnelles : Le Service correctionnel du Canada (SCC) réalise des activités d'évaluation et des interventions de programme pour aider les délinquants sous responsabilité fédérale à se réadapter et faciliter leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois. Le SCC mobilise aussi les citoyens canadiens pour en faire des partenaires dans la réalisation de son mandat correctionnel et assure la liaison avec les victimes d'actes criminels;

Surveillance dans la collectivité : Le Service correctionnel du Canada (SCC) surveille les délinquants dans la collectivité et fournit une structure et des services pour appuyer leur réinsertion sécuritaire et réussie dans la collectivité. Il offre des possibilités de logement, des services de santé dans la collectivité et des partenariats avec des organismes communautaires. Le SCC s'occupe des délinquants faisant l'objet d'une libération conditionnelle, d'une libération d'office et d'une ordonnance de surveillance de longue durée; et

Services internes : Les Services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les Services internes désignent les activités et les ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services de technologie de l'information, services de gestion des biens immobiliers, services de gestion du matériel et services de gestion des acquisitions.

## **2. Sommaire des principales conventions comptables**

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux conventions comptables du SCC énoncé ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables du secteur public du Canada.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

### ***a) Autorisations parlementaires***

Le SCC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au SCC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation et dans l'état consolidé de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation correspondent aux montants déclarés dans l'état des résultats prospectif consolidé intégré au Plan ministériel de 2019-2020. Les résultats prévus ne sont pas présentés dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation ni dans l'État consolidé de la variation de la dette nette de l'organisation parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel de 2019-2020.

### ***b) Consolidation***

Ces états financiers consolidés incluent les comptes de la sous-entité dont est responsable la commissaire. Les comptes de cette sous-entité, soit le Fonds renouvelable CORCAN, ont été consolidés avec ceux de l'organisation, et tous les soldes et les transactions intra-entité ont été éliminés.

### ***c) Encaisse nette fournie par le gouvernement***

Le SCC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le SCC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le SCC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les rentrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

### ***d) Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)***

Les sommes à recevoir ou à payer du Trésor découlent d'un écart temporaire à la fin de l'exercice entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le SCC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

## **2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**

### ***e) Revenus***

- Les revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus.
- Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.
- Le SCC ne peut pas affecter les revenus non disponibles afin de s'acquitter de son passif. Le SCC s'attend à ce que la commissaire assure le contrôle comptable et elle n'a aucune autorité en ce qui concerne l'utilisation des revenus non disponibles. Par conséquent, le SCC considère que les revenus non disponibles sont gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et qu'ils sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

### ***f) Charges***

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.
- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes pour les installations, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés du travail sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.
- Les paiements de transfert sont enregistrés comme charges lorsque l'autorisation de paiement existe et que le bénéficiaire satisfait aux critères d'admissibilité.

### ***g) Avantages sociaux futurs***

- Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du SCC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du SCC découlant du régime. La responsabilité de l'organisation relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en qualité de répondant du régime.
- Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés concernés. L'obligation restante pour les employés qui n'ont pas retiré leurs prestations est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.



**(non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

**2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)*****h) Débiteurs et prêts avec des entités externes***

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

***i) Inventaires***

- Les stocks destinés à la revente sont composés de matières premières, de produits finis et de travaux en cours. Ils appartiennent au fonds renouvelable CORCAN et sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de la réalisation nette. L'organisation comptabilise des provisions pour le surplus et la désuétude des stocks.
- Les stocks non destinés à la revente se composent de matériels et de fournitures conservés pour l'exécution de programmes à une date ultérieure et sont évalués au prix coûtant. S'il n'y a plus de potentiel de service, les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

***j) Immobilisation corporelles***

Les coûts d'acquisitions de terrains, bâtiments, équipements et autres immobilisations corporelles sont capitalisés à titre d'immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, amortis sur la durée de vie utile estimée des actifs, comme décrit à la note 11. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000\$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*, des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition, et des actifs incorporels.

***k) Passif éventuel et actifs éventuels***

Le passif éventuel est une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

**(non audité)****Pour l'exercice terminé le 31 mars**

## 2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

### *l) Passifs environnementaux*

Un passif environnemental pour l'assainissement des sites contaminés est comptabilisé lorsque tous les critères suivants sont remplis : il existe une norme environnementale, la contamination dépasse la norme environnementale, le SCC est directement responsable ou accepte la responsabilité du site, on prévoit renoncer aux avantages économiques futurs et il est possible de faire une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif rend compte de la meilleure estimation du SCC concernant le montant nécessaire pour assainir les sites afin que ces derniers respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination. Lorsque les flux de trésorerie futurs nécessaires pour régler ou éteindre un passif sont estimables, prévisibles et prévus sur des périodes futures prolongées, une technique de valeur actualisée est utilisée. Le taux d'actualisation utilisé reflète le coût d'emprunt du gouvernement, associé au nombre estimé d'années nécessaires pour terminer l'assainissement.

Le passif comptabilisé est rajusté à chaque année, au besoin, en fonction des rajustements de la valeur actuelle, de l'inflation, des nouvelles obligations, des variations des estimations de la direction et des coûts réels engagés.

S'il est impossible de déterminer la probabilité de la responsabilité du gouvernement, un passif éventuel est divulgué dans les notes afférentes aux états financiers.

### *m) Incertitude relative à la mesure*

La préparation des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif éventuel, les passifs environnementaux, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la juste valeur des opérations non-monétaires liées aux immobilisations corporelles louées et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les données réelles pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement, et les modifications nécessaires sont comptabilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice au cours duquel elles sont connues.

Les passifs environnementaux décrits à la note 7 sont sujets à une incertitude relative à la mesure en raison de l'évolution des technologies utilisées pour estimer les coûts de remise en état des sites contaminés, de l'utilisation des coûts estimatifs futurs et du fait que tous les sites n'ont pas eu une évaluation complète de l'ampleur et de la nature des mesures correctives. Les modifications apportées aux hypothèses sous-jacentes, le calendrier des dépenses, la technologie employée, les révisions des normes environnementales ou les modifications apportées aux exigences réglementaires pourraient entraîner des modifications importantes des passifs environnementaux comptabilisés.

## **2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)**

### ***n) Opérations entre apparentés***

Les opérations entre apparentés, autres que les opérations inter-entités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations inter-entités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations inter-entités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

### 3. Autorisations parlementaires

Le SCC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation et dans l'état consolidé de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées dans un exercice précédent, qui le sont pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats nets des activités de fonctionnement du SCC diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

#### a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 088 487	2 633 139
<i>Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :</i>		
<i>Ajouter (déduire) :</i>		
Amortissement des immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	(125 833)	(120 562)
(Perte) gain sur l'aliénation des immobilisations corporelles et autres ajustements	(41 464)	606
Services fournis gratuitement par d'autres ministères ( <a href="#">note 14a</a> )	(165 464)	(149 187)
(Augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(12 399)	(5 630)
Diminution des avantages sociaux futurs	4 032	4 665
Diminution (augmentation) des passifs environnementaux	562	(8)
Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	14 674	7 880
Autre	(293 931)	(26 385)
	<b>(619 823)</b>	<b>(288 621)</b>
<i>Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations</i>		
<i>Ajouter (déduire) :</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles ( <a href="#">note 11</a> )	167 468	231 599
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	1	5
(Diminution) augmentation des stocks	6 903	(516)
Autre	9 785	13 715
	<b>184 157</b>	<b>244 803</b>
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>2 652 821</b>	<b>2 589 321</b>

### 3. Autorisations parlementaires (suite)

#### b) Autorisations fournies et utilisées

	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	2 314 024	2 176 639
Crédit 5 – Dépenses en capital	187 722	235 661
Crédit 10 – Soutien au SCC	16 235	-
Postes législatifs :		
Fonds renouvelable CORCAN	3 880	11 609
Autres postes législatifs	219 530	215 751
	<b>2 741 391</b>	<b>2 639 660</b>
Moins :		
Produits de l'aliénation des biens en surplus de la Couronne disponibles pour les exercices ultérieurs	1 007	847
Autorisation disponible (dépassée) du Fonds renouvelable CORCAN	(6 121) <sup>1</sup>	3 880
Autorisations non utilisées : Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	54 370	37 744
Autorisations non utilisées : Crédit 5 – Dépenses en capital	23 079	7 868
Autorisations non utilisées : Crédit 10 – Soutien au SCC	16 235	-
	<b>2 652 821</b>	<b>2 589 321</b>
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b>2 652 821</b>	<b>2 589 321</b>

<sup>1</sup>Au cours de l'exercice, l'autorisation du Fonds renouvelable CORCAN a été dépassée en raison de plusieurs facteurs liés à la pandémie de COVID-19.

### 4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et des charges à payer du SCC :

	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Comptes crédoiteurs – autres ministères et organismes gouvernementaux	49 842	26 572
Comptes crédoiteurs – parties externes	83 725	85 958
<b>Total des crédoiteurs</b>	<b>133 567</b>	<b>112 530</b>
Charges à payer	602 120	312 691
<b>Total des crédoiteurs et des charges à payer</b>	<b>735 687</b>	<b>425 221</b>

## (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 5. Avantages sociaux futurs

**a) Prestations de retraite**

Les employés du SCC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à une pension, multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que le SCC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de la modification apportée à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2019-2020 s'élève à 155 119 milliers de dollars (153 259 milliers de dollars en 2018-2019). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2018-2019) les cotisations des employés et pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2018-2019) les cotisations des employés.

La responsabilité du SCC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

**b) Indemnités de départ**

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2020, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Obligation au titre des prestations constituées – début de l'exercice	62 951	67 616
Charges pour l'exercice	138	(207)
Prestations versées pendant l'exercice	(4 170)	(4 458)
<b>Obligation au titre des prestations constituées – fin de l'exercice</b>	<b>58 919</b>	<b>62 951</b>

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 6. Fonds de fiducie des détenus

Conformément à l'article 111 du *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, sont crédités à ce compte toutes sommes d'argent que le détenu a en sa possession au moment de son admission ou de sa réadmission ainsi que toutes sommes d'argent reçues par lui pendant son incarcération, y compris les dons en argent versés par un tiers, les paiements pour la participation à un programme, une rétribution touchée pour un emploi dans la collectivité pendant que le détenu bénéficie d'un placement à l'extérieur ou d'une mise en liberté sous condition, une rétribution touchée pour un emploi dans un établissement fourni par un tiers, une entreprise commerciale administrée par des détenus approuvée par le SCC, des objets d'artisanat ou un travail exécuté sur commande ainsi qu'un paiement, une indemnité ou un revenu versé par une source privée ou gouvernementale. Les retenues seront effectuées de ce compte notamment pour le remboursement de dettes envers l'État, les cotisations à la Caisse de bienfaisance des détenus, les dépenses de cantine, les appels téléphoniques, les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus et tout autre paiement pour lequel le détenu est responsable.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2019	2018
Solde d'ouverture	17 732	17 299
Montants reçus	38 433	39 905
Montants déboursés	(38 665)	(39 472)
<b>Solde de fermeture</b>	<b>17 500</b>	<b>17 732</b>

## 7. Passifs environnementaux

### *Assainissement des sites contaminés*

Le gouvernement a élaboré une « *Approche fédérale en matière de lieux contaminés* » qui incorpore une démarche de gestion des sites contaminés fondée sur les risques. Selon cette démarche, le gouvernement a dressé l'inventaire des sites contaminés situés sur les terres fédérales qui ont été répertoriés, ce qui permet de les classer, de les gérer et de les enregistrer de manière cohérente. Cette démarche systématique aide à repérer les sites à haut risque afin d'affecter des ressources limitées aux sites qui présentent le risque le plus élevé pour l'environnement et la santé humaine.

Le SCC a relevé un total de 45 sites (51 sites en 2019) qui pourraient être contaminés et faire l'objet d'une évaluation, d'un assainissement et d'un suivi. Parmi ces derniers, le SCC a évalué 24 sites (22 en 2019) pour lesquels des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 1 915 milliers de dollars (2 048 milliers de dollars en 2019) a été comptabilisé. Cette estimation du passif a été déterminée sur la base d'évaluations de sites effectuées par des experts de l'environnement.

De plus, un modèle statistique se fondant sur une projection du nombre de sites qui passeront à l'étape des travaux d'assainissement et sur lequel le SCC applique les coûts courants et historiques est utilisé pour estimer le passif d'un groupe des sites non évalués. En conséquence, il existe 13 sites non évalués (18 sites en 2019) dont 7 sites (9 sites en 2019) devraient avoir un passif estimé de 734 milliers de dollars (1 163 milliers de dollars en 2019) a été enregistré basé sur ce modèle.

La combinaison de ces deux estimations, totalisant 2 649 milliers de dollars (3 211 milliers de dollars en 2019), constitue la meilleure estimation de la direction concernant le coût nécessaire pour assainir les sites afin qu'ils respectent la norme minimale d'exploitation précédant leur contamination, en fonction de l'information connue à la date de préparation des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 7. Passifs environnementaux (suite)

Pour les 14 sites restants (20 sites en 2019), aucun passif pour assainissement n'a été reconnu. Certains de ces sites sont à différents stades d'essais et d'évaluations et si l'assainissement est nécessaire, un passif sera comptabilisé dès qu'une estimation raisonnable pourra être déterminée. Pour d'autres sites, le gouvernement ne prévoit pas renoncer à des avantages économiques futurs (il y a absence probable de toute incidence environnementale significative ou menace pour la santé humaine). Ces sites seront réexaminés et un passif pour assainissement sera comptabilisé si l'on prévoit renoncer à des avantages économiques futurs.

Le tableau suivant présente les montants estimatifs totaux de ces passifs par nature et par source et le total des dépenses futures non actualisées au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019. Lorsque l'estimation du passif est fondée sur un besoin de trésorerie futur, le montant est ajusté en fonction de l'inflation en utilisant un taux de l'IPC prévu de 2,0 % (2,2 % en 2019). L'inflation est incluse dans le montant non actualisé.

Le tableau suivant présente les montants totaux estimatifs de ce passif par nature et par source, en date du 31 mars 2020 et du 31 mars 2019.

NATURE ET SOURCE DU PASSIF						
Nature et source	2020			2019		
	Nombre total de sites <sup>(5)</sup>	Nombre de sites avec un passif	Passif estimative et dépenses totales non actualisées estimatives <sup>(4)</sup> (en millier de dollars)	Nombre total de sites <sup>(5)</sup>	Nombre de sites avec un passif	Passif estimative et dépenses totales non actualisées estimatives (en millier de dollars)
Pratique liées au carburant <sup>(1)</sup>	19	8	632	23	11	1 103
Sites d'enfouissement ou lieux d'élimination des déchets <sup>(2)</sup>	17	15	1 037	19	13	1 275
Autres <sup>(3)</sup>	9	8	980	9	7	833
<b>Totaux</b>	<b>45</b>	<b>31</b>	<b>2 649</b>	<b>51</b>	<b>31</b>	<b>3 211</b>

- (1) Contamination principalement associée au transport et stockage de carburant, p. ex. déversements accidentels liés à des réservoirs de stockage de carburant ou à d'anciennes méthodes de manipulation du carburant, p. ex. hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques et BTEX.
- (2) Contamination associée à d'anciens sites d'enfouissement/de déchets ou à des écoulements de matériaux déposés dans un site d'enfouissement/de déchets, p. ex. métaux, hydrocarbures pétroliers, hydrocarbures aromatiques polycycliques, BTEX, autres contaminants organiques, etc.
- (3) Contamination par d'autres sources, p. ex. utilisation de pesticides, d'herbicides, d'engrais sur des sites agricoles ; utilisation de BPC, les installations de formation en lutte contre les incendies, les champs de tir et installations de formation, etc.
- (4) Comme la différence entre le passif estimatif et les dépenses totales estimatives non actualisées pour chaque exercice n'est pas matérielle pour le SCC, la technique de la valeur actualisée pour calculer la valeur actualisée de chaque site n'a pas été utilisée.
- (5) Le nombre total de sites inclut les sites fermés, dont le nombre pour le présent exercice est indiqué ci-dessous.

De plus, durant l'année, 4 sites (7 sites en 2019) ont été fermés car ils ont été soit corrigés ou évalués pour confirmer qu'ils ne rencontraient plus les critères pour enregistrer un passif pour site contaminé, et 1 site (1 site en 2019) a été rouvert puisque d'autres stratégies de remédiation sont en cours.

Les efforts continus du SCC concernant l'évaluation des sites contaminés peuvent entraîner des éléments de passif environnemental supplémentaires.



(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 8. Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant de montants reçus de parties externes et réservés au financement des charges relatives à des projets de recherche spécifiques, ainsi que de montants correspondant à des droits versés avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou dans laquelle le service est exécuté. Le détail des opérations de ce compte va comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Solde d'ouverture	637	1 909
Montants reçus	19 459	16 191
Revenus constatés	(19 845)	(17 463)
<b>Solde de fermeture</b>	<b>251</b>	<b>637</b>

## 9. Débiteurs, avances et prêts

Le tableau suivant donne le détail des débiteurs, des avances et des prêts :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Débiteurs – autres ministères et organismes	37 699	24 276
Débiteurs – parties externes	69 592	63 886
Avances aux employés	4 444	4 763
Prêts aux libérés conditionnels et avances à des non-employés	174	75
	<b>111 909</b>	<b>93 000</b>
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs externes et les prêts aux libérés conditionnels	(802)	(632)
Débiteurs et avances comptables bruts	<b>111 107</b>	<b>92 368</b>
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(929)	(711)
<b>Total net des comptes débiteurs et des avances</b>	<b>110 178</b>	<b>91 657</b>

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 10. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks :

	2020	2019
<i>(en milliers de dollars)</i>		
<b>Stocks destinés à la revente</b>		
Matières premières	9 088	8 180
Travaux en cours	682	479
Produits finis	10 451	6 822
	<b>20 221</b>	<b>15 481</b>
Provision pour stocks périmés	<b>(1 129)</b>	<b>(805)</b>
<b>Total des stocks destinés à la revente</b>	<b>19 092</b>	<b>14 676</b>
<b>Stocks non destinés à la revente</b>		
Fournitures	20 361	18 329
Vêtements	9 629	9 750
Matériaux de construction	3 888	4 557
Services publics	2 348	2 479
Autre	4 350	2 974
<b>Total des stocks non destinés à la revente</b>	<b>40 576</b>	<b>38 089</b>
<b>Total</b>	<b>59 668</b>	<b>52 765</b>

Le coût des stocks utilisés non destinés à la revente constaté comme une charge à l'état consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation se chiffre à 153 722 milliers de dollars en 2020 (136 513 milliers de dollars en 2019).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

**11. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<b>Catégories d'immobilisations</b>	<b>Périodes d'amortissement</b>
Bâtiments	25 à 40 ans
Travaux et infrastructure	20 à 25 ans
Matériel et outillage	10 ans
Logiciels et matériels informatiques	3 à 10 ans
Véhicules	5 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Actif en vertu de contrats de location-acquisition	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

**11. Immobilisations corporelles (suite)**

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de fermeture	2020	2019
(en milliers de dollars)												
Terrain	14 546	-	(1)	-	14 545	-	-	-	-	-	14 545	14 546
Bâtiments	2 751 017	-	43 113	(748)	2 793 382	1 258 052	85 165	36 579	(734)	1 379 062	1 414 320	1 492 965
Travaux et Infrastructure	767 298	-	27 584	(27 312)	767 570	492 968	19 477	3 836	(27 312)	488 969	278 601	274 330
Matériel et outillage	129 971	6 641	(33)	(4 580)	131 999	92 728	4 218	52	(4 330)	92 668	39 331	37 243
Logiciels et matériels informatiques	92 459	78	(12)	(554)	91 971	75 935	3 787	-	(554)	79 168	12 803	16 524
Véhicules	85 485	7 068	209	(3 621)	89 141	44 280	8 537	95	(3 118)	49 794	39 347	41 205
Améliorations Locatives	56 930	-	4 852	-	61 782	34 282	4 649	-	-	38 931	22 851	22 648
Actifs en construction	427 808	153 681	(77 861)	-	503 628	-	-	-	-	-	503 628	427 808
<b>Total</b>	<b>4 325 514</b>	<b>167 468</b>	<b>(2 149)</b>	<b>(36 815)</b>	<b>4 454 018</b>	<b>1 998 245</b>	<b>125 833</b>	<b>40 562</b>	<b>(36 048)</b>	<b>2 128 592</b>	<b>2 325 426</b>	<b>2 327 269</b>

(1) Les ajustements incluent les actifs en construction d'une valeur de 75 570 milliers de dollars (223 146 milliers de dollars en 2019) qui ont été transférés à d'autres catégories d'immobilisations à la suite de l'achèvement des actifs. Les autres ajustements nets de 42 711 milliers de dollars sont le résultat d'un exercice de validation effectué pendant cette année financière, ce qui comprend la réduction de la valeur du Pénitencier de Kingston et du CRTO, décrite ci-dessous.

En avril 2012, le gouvernement du Canada a annoncé la fermeture de trois établissements (Pénitencier de Kingston, Centre régional de traitement de l'Ontario (CRTO) et l'Établissement Leclerc). Comme prévu, les fermetures ont eu lieu en septembre 2013. En décembre 2019, le SCC a reçu une évaluation du marché pour le Pénitencier de Kingston et le CRTO. Conformément à la NCSP 3150, cette évaluation a déclenché une analyse de l'évaluation par le SCC des propriétés et du besoin d'apporter des ajustements aux valeurs comptables nettes. Après analyse, il a été déterminé que les actifs du Pénitencier de Kingston et du CRTO seraient revus à la baisse et que leur valeur de marché combinée s'élèverait à 4 688 milliers de dollars, entraînant une réduction de la valeur de 40 512 milliers de dollars. Cette évaluation de la valeur résiduelle du Pénitencier de Kingston et du CRTO était fondée sur l'évaluation du marché fournie au SCC. Le SCC continuera d'évaluer la valeur du Pénitencier de Kingston et du CRTO chaque année pour déterminer si de futures réductions de la valeur ou d'autres ajustements sont requis. Il n'y a aucun changement depuis 2018-2019 quant à la valeur comptable nette de l'administration régionale de l'Ontario, qui est de 789 milliers de dollars. Si un autre changement à la valeur comptable nette du Pénitencier de Kingston, du CRTO et de l'administration régionale de l'Ontario devient connu, une réduction de la valeur sera inscrite à ce moment. L'Établissement Leclerc demeure une immobilisation corporelle du SCC; il a été loué dans le cadre d'un accord d'exploitation de longue durée conclu avec le gouvernement du Québec.

Le SCC a également des bâtiments, des ouvrages et une infrastructure situés dans des réserves au sens de la *Loi sur les Indiens*, qui ne sont pas comptabilisés ci-dessus.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

### 12. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du SCC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels l'organisation sera tenue d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Les principales obligations contractuelles pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable se résument comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025 et exercices ultérieurs	Total
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Acquisition de biens et de services	258 927	18 199	2 872	1 876	1 326	<b>283 200</b>

### 13. Passif éventuel

#### a) Passifs éventuels

##### Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du SCC dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres non. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Le SCC a constaté une provision pour les réclamations et les litiges pour lesquels un paiement futur est probable et une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée. D'autres réclamations et litiges contre le SCC qui n'ont pas été inscrits dans la provision incluent des recours collectifs pour lesquels le dénouement est impossible à déterminer, et/ou un montant raisonnable ne peut être estimé.

#### b) Actifs éventuels

Le SCC pourrait présenter une réclamation dans le cadre de ses activités normales, ce qui pourrait donner lieu à un actif éventuel. Toutefois, il est connu qu'il n'y en avait aucun au 31 mars 2020.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

### 14. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le SCC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le SCC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlée en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

Le ministère conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'année, le SCC n'a pas conclu de transactions importantes d'une valeur différente de celle qui aurait été obtenue si les parties n'étaient pas liées.

#### **a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères et organismes**

Au cours de l'exercice, le SCC a reçu gratuitement des services de certains organismes de services communs relatifs aux locaux, aux services juridiques, aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et à l'indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette de l'organisation :

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	142 400	125 955
Installations	17 904	17 564
Indemnisation des accidentés du travail	3 611	4 195
Services juridiques	1 549	1 473
<b>Total</b>	<b>165 464</b>	<b>149 187</b>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité, l'efficacité et la rentabilité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services de vérification offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'État consolidé des résultats et de la situation financière nette du SCC.

#### **b) Autres transactions apparentées**

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020	2019
Créances – autres ministères et organismes	37 699	24 276
Créditeurs – autres ministères et organismes	49 842	26 572
Charges – autres ministères et organismes	389 484	353 996
Revenus – autres ministères et organismes	110 866	52 917

Les charges et les revenus inscrits à la section b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section a).

## **NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

### **14. Opérations entre apparentés (suite)**

#### ***c) Éléments d'actif et de passif transférés entre ministères***

Durant l'exercice, le SCC a transféré des montants reliés au trop-payés de salaires à recevoir d'autres ministères, dont la valeur s'établit à 21 milliers de dollars (47 milliers de dollars en 2019).

En 2020, il y a eu un transfert d'immobilisations de 1 millier de dollars à un autre ministère (aucun transfert n'a été enregistré en 2019).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

**15. Information sectorielle**

La présentation des données sectorielles repose sur le cadre ministériel de résultats de l'organisation. La présentation par secteur est fondée sur les conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau ci-après présente les charges engagées et les revenus générés dans le cadre des principales activités de programme, regroupés par principaux articles de dépenses et principaux types de revenus. Voici les résultats de chaque secteur pour la période :

	2020					2019	
(en milliers de dollars)	Prise en charge et garde	Interventions correctionnelles	Surveillance dans la collectivité	Services internes	Transactions intra-entité (avec CORCAN)	Total	Total
<b>Paiements de transferts</b>							
Organisations et municipalités	156	-	2 351	-	-	2 507	1 870
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>156</b>	<b>-</b>	<b>2 351</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 507</b>	<b>1 870</b>
<b>Charge de fonctionnement</b>							
Salaires et avantages sociaux des employés	1 251 875	443 741	27 031	266 119	-	1 988 766	1 894 969
Services professionnels et spécialisés	126 187	76 295	131 622	43 322	(37 216)	340 210	313 670
Services publics, fournitures et approvisionnements	137 978	35 059	3 124	4 384	(1 916)	178 629	172 878
Amortissement des immobilisations corporelles	118 376	1 917	2 242	3 298	-	125 833	120 562
Paiement tenant lieu d'impôts	34 082	-	-	-	-	34 082	34 001
Locations	1 538	3 267	3 869	17 668	-	26 342	24 879
Matériel et outillage	12 874	1 704	162	9 867	(4 269)	20 338	13 677
Voyages	7 414	4 667	438	7 733	-	20 252	17 289
Réparation et entretien	29 623	6 488	1 221	403	(17 785)	19 950	15 291
Installations	-	-	9 127	8 777	-	17 904	17 564
Paie des détenus	-	13 128	-	-	-	13 128	12 851
Réinstallation	-	77	-	5 100	(34)	5 143	6 038
Télécommunications	190	3	6	1 293	-	1 492	660
Domage et réclamation contre la Couronne	1 531	50	7	-	-	1 588	8 569
Passifs environnementaux	(429)	(133)	-	-	-	(562)	8
(Gain)/perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(544)	2	56	150	-	(336)	(610)
Autres subventions et paiements	336 672	8 014	115	3 276	(2 662)	345 415	37 183
Transactions intra-entité (avec CORCAN)	(23 017)	(35 877)	(1 507)	(3 481)	63 882	-	-
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>2 034 350</b>	<b>558 402</b>	<b>177 513</b>	<b>367 909</b>	<b>-</b>	<b>3 138 174</b>	<b>2 689 479</b>
<b>Sous-total des charges</b>	<b>2 034 506</b>	<b>558 402</b>	<b>177 513</b>	<b>367 909</b>	<b>-</b>	<b>3 140 681</b>	<b>2 691 349</b>
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(78)	-	-	(89)	-	(167)	(116)
<b>Total des charges</b>	<b>2 034 428</b>	<b>558 402</b>	<b>179 864</b>	<b>367 820</b>	<b>-</b>	<b>3 140 514</b>	<b>2 691 233</b>

**Revenues**



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audité)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

## 15. Information sectorielle (suite)

	2020					2019	
<i>(en milliers de dollars)</i>	Prise en charge et garde	Interventions correctionnelles	Surveillance dans la collectivité	Services internes	Transactions intra-entité (avec CORCAN)	Total	Total
Ventes de biens et de services	-	80 293	-	-	(28 266)	52 027	58 094
Revenus divers	3 822	36 027	-	64	(35 616)	4 297	5 181
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	(3 822)	(411)	-	(64)	-	(4 297)	(5 181)
Transactions intra-entité (avec CORCAN)	-	(63 882)	-	-	63 882	-	-
<b>Total des revenus</b>	-	<b>52 027</b>	-	-	-	<b>52 027</b>	<b>58 094</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>2 034 428</b>	<b>506 375</b>	<b>179 864</b>	<b>367 820</b>	-	<b>3 088 487</b>	<b>2 633 139</b>

## **NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audité)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars

### **16. Événement subséquent**

L'épidémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) a fait en sorte que les gouvernements du monde entier ont adopté des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent la mise en œuvre d'interdictions de voyager, des périodes d'isolement auto-imposées et l'éloignement social, ont provoqué des perturbations matérielles touchant les activités commerciales à l'échelle mondiale, ce qui a entraîné un ralentissement économique. On ignore pour l'instant combien de temps durera la pandémie de COVID-19 et les répercussions qu'elle aura. Il n'est donc pas possible d'estimer avec fiabilité la durée et la gravité de son incidence sur la situation financière et les résultats financiers du SCC pour les périodes futures.

Compte tenu de l'environnement opérationnel du SCC, plusieurs mesures ont été prises en mars 2020 pour assurer la sécurité des employés, des bénévoles, des détenus et de leurs familles, notamment la suspension des visites aux délinquants dans les établissements fédéraux, de toutes les permissions de sortir des établissements, à moins qu'elles ne soient nécessaires pour des raisons médicales, et des placements à l'extérieur des délinquants. Au cours des mois qui ont suivi, le SCC a travaillé en étroite collaboration avec l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) et avec les autorités locales de santé publique pour lutter contre la COVID-19. En juillet, le SCC a procédé à la reprise de certaines activités en fonction des niveaux locaux d'incidence de la COVID-19, dont les programmes correctionnels, les visites aux détenus et les permissions de sortir dans certains établissements, ainsi que la formation des nouvelles recrues.

Le SCC a également adapté son travail en suspendant tous les déplacements non essentiels et en encourageant l'utilisation de la vidéoconférence et de la téléconférence. Il a également adopté des régimes de travail flexibles en permettant aux employés de travailler à distance, si cela est possible, et a remis de l'équipement de protection individuelle aux employés.

### **17. Information comparative**

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

## **ANNEXE À LA DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS (non audité)**

### **RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS POUR L'EXERCICE 2019-2020 ET DU PLAN D'ACTION DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA**

#### **1. INTRODUCTION**

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par le Service correctionnel du Canada (SCC) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF), y compris des renseignements sur la gestion du contrôle interne, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs du SCC, son mandat et ses activités de programme se trouvent dans le [Rapport sur les résultats ministériels](#) et le [Plan ministériel](#).

#### **2. SYSTÈME MINISTÉRIEL DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS**

Le SCC reconnaît qu'il est important que la direction fournisse des messages clairs afin que les employés de l'ensemble de l'organisation comprennent les rôles et responsabilités qu'ils doivent assumer dans le maintien d'un système efficace de CIRF. La priorité du SCC est de veiller à ce que les risques soient bien gérés, dans un environnement de contrôle souple et axé sur les risques qui favorise l'amélioration continue et l'innovation.

##### **2.1 Gestion du contrôle interne**

Le SCC a une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Le *Cadre de contrôle interne en matière de rapports financiers* (CIRF) du SCC, qui a été approuvé par la commissaire en mai 2018, est en place et comprend les éléments suivants :

- Des structures de responsabilisation organisationnelle qui se rattachent à la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs et des employés du SCC dans leurs domaines de responsabilité en matière de gestion du contrôle;
- Une structure de contrôle interne et une approche de gestion, qui décrit l'approche globale relative à l'identification, à la documentation et à l'évaluation du contrôle interne;
- Un suivi et des mises à jour régulières sur la gestion du contrôle interne, ainsi que la communication des résultats de l'évaluation et des plans d'action connexes au commissaire, aux cadres supérieurs et au Comité ministériel de vérification (CMV).

Le CMV fournit des conseils au commissaire au sujet de la pertinence et du fonctionnement des cadres et des processus organisationnels de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance.

## **ANNEXE À LA DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS FINANCIERS (non audité)**

### **2.2 Ententes de services relatives aux états financiers**

Le SCC compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit:

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est responsable de la gestion centralisée de la rémunération et de l'approvisionnement en biens et de services, selon la délégation des pouvoirs du SCC, et fournit les services d'installations;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada fournit au SCC les renseignements nécessaires pour calculer diverses charges à payer et provisions, telle que la charge accumulée liée aux indemnités de départ;
- Le ministère de la Justice Canada fournit des services juridiques au SCC;
- Services partagés Canada fournit au SCC des services d'infrastructure de la technologie de l'information (TI) au SCC dans les domaines des centres de données et des services de réseaux.
- Le Centre des services de paye de la fonction publique fournit des services liés à la paye et à la rémunération pour le SCC.

### **3. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DU SCC AU COURS DE L'EXERCICE 2019-2020**

Les principales conclusions et les ajustements importants requis découlant des activités d'évaluation de l'année en cours sont résumés ci-dessous.

**Contrôles clés nouveaux ou modifiés de façon importante :** Le SCC réévalue les contrôles clés qui sont touchés par de nouveaux processus ou des processus modifiés de façon importante identifiés dans son plan de surveillance continue axé sur les risques. En mars 2020 et après la fin de l'exercice, certaines modifications mineures ont été apportées aux contrôles existants en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'adoption du télétravail pour le personnel du SCC. Par exemple, l'approbation des transactions, qui se faisait auparavant sur papier, se fait maintenant au moyen de formulaires électroniques. Le SCC surveillera les répercussions découlant de l'environnement de travail changeant sur les contrôles clés et adaptera les activités de surveillance continue en conséquence. Pendant l'année en cours, aucun contrôle clé n'a été modifié de façon importante nécessitant une réévaluation.

**Plan de surveillance continue axé sur les risques :** Dans le cadre de son plan de surveillance continue axé sur les risques, le SCC est en voie de terminer la réévaluation des processus suivants : clôture des états financiers et déclarations, salaires et avantages sociaux et immobilisations (excluant les biens immobiliers). Une évaluation du risque des systèmes financiers est en cours, et les résultats serviront à orienter la future surveillance des contrôles internes liée aux contrôles généraux de la technologie de l'information (CGTI). Entre-temps, la documentation et l'évaluation du Système de gestion des ressources humaines (SGRH) ont été achevées en 2020-2021.

On a constaté que les contrôles clés évalués dans le cadre du plan de surveillance continue axé sur les risques du SCC en 2019-2020 fonctionnaient efficacement, et quelques possibilités d'amélioration ont été cernées dans les domaines suivants, pour lesquelles des mesures sont prises :

- Renforcer la responsabilité des utilisateurs des comptes génériques de PeopleSoft et d'Oracle;
- Faire respecter les exigences liées aux mots de passe dans Oracle;

**ANNEXE À LA DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION  
ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS  
FINANCIERS (non audité)**

- Renforcer la surveillance des comptes d'utilisateurs qui ont des privilèges élevés;
- Améliorer le suivi de la formation obligatoire sur le SGRH;
- Améliorer le suivi des nouveaux utilisateurs du SGRH et des demandes d'accès de ces nouveaux utilisateurs;
- Examiner et confirmer périodiquement les rôles et les responsabilités des employés;
- Retirer l'accès à l'environnement de production à l'équipe de développement du SGRH;
- Examiner les principaux processus opérationnels financiers du SCC liés aux salaires pour cerner les secteurs où l'automatisation pourrait être avantageuse.

**4. PLAN D'ACTION DU SCC****4.1 Progrès réalisés au cours de l'exercice 2019-2020**

En 2019-2020, le SCC a mené des activités de surveillance continue axées sur les risques selon le plan cyclique de l'exercice précédent pour l'exercice en cours, comme il est indiqué dans le tableau qui suit. Des modifications ont été apportées au calendrier du plan en raison de la réduction des effectifs.

**Progrès au cours de l'exercice 2019-2020**

<b>Élément dans le plan d'action de l'exercice précédent</b>	<b>État en date du 31 mars 2020</b>
Contrôles à l'échelle de l'entité	Reporté à l'exercice 2020-2021
Immobilisations	Début des activités de surveillance continue; achèvement en 2020-2021
Salaires et avantages sociaux	Début des activités de surveillance continue; achèvement en 2020-2021
Achats, créditeurs, paiements	Reporté à l'exercice 2020-2021
Clôture des états financiers et déclarations	Début des activités de surveillance continue; achèvement en 2020-2021
Contrôles généraux de la technologie de l'information (CGTI) : Système de gestion des ressources humaines	Achevé tel que prévu; les mesures correctives sont en cours

**ANNEXE À LA DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION  
ENGLOBANT LE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE RAPPORTS  
FINANCIERS (non audité)**

**4.2 État et plan d'action pour le prochain exercice et les années  
subséquentes**

Le plan cyclique de surveillance continue axé sur les risques du SCC au cours des trois prochaines années, fondé sur une validation annuelle des processus et des contrôles à risque élevé et les rajustements connexes au plan de surveillance continue, s'il y a lieu, est présenté dans le tableau suivant.

**Plan cyclique de surveillance continue axé sur les risques**

<b>Secteurs de contrôle clés – processus</b>	<b>2020- 2021</b>	<b>2021- 2022</b>	<b>2022- 2023</b>
<b>Contrôles à l'échelle de l'entité (CEE)</b>			
Contrôles à l'échelle de l'entité	✓	✓	✓
<b>Processus de gestion financière<sup>1</sup></b>			
Budgétisation et prévisions	✓		
Établissement des coûts	✓		
Planification des investissements	✓		
Attestation du DPF	✓		
<b>Contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF)</b>			
Clôture des états financiers et déclarations	✓	✓	✓
Revenus, débiteurs, rentrées de fonds			✓
Achats, créditeurs, paiements	✓	✓	✓
Salaires et avantages sociaux	✓	✓	✓
Fonds de fiducie des détenus			✓
Inventaire	✓	✓	✓
Immobilisations	✓	✓	✓
<b>Contrôles généraux de la technologie de l'information (CGTI)</b>			
Contrôles généraux de la TI	✓	✓	✓

<sup>1</sup> Le risque global du processus et la fréquence des évaluations seront confirmés une fois que les domaines du processus auront été documentés et que l'efficacité de la conception et du fonctionnement aura été évaluée.